

Hauptausgabe

24 Heures
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 31'421
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 272.003
Abo-Nr.: 272003
Seite: 15
Fläche: 32'083 mm²

Lobbying

Bataille fiscale: les milieux d'affaires montent au front



Les entreprises se mobilisent, notamment le Groupement des entreprises multinationales (GEM) représenté par Frédérique Reeb-Landry, présidente, et Cédric Hyde, vice-président. Thomas Thöni Zurich

Une nouvelle analyse dévoilée hier par Ernst & Young met en garde contre les conséquences des réformes à l'étude

Il suffit que les recettes fiscales baissent - voir l'exercice rouge foncé prévu à Genève - pour que la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) oc-

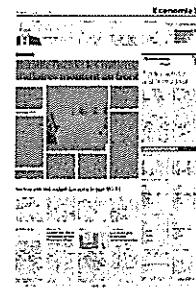
cupe à nouveau tous les esprits et réalise une rentrée en force.

Du côté fédéral, on suit l'agenda. La Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats planche encore aujourd'hui sur ce projet de loi, jugé déterminant pour l'avenir du pays et sa compétitivité fiscale. Il sera prochainement débattu en séances plénières. Cela tombe bien, car l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) va préciser le sien ces prochains mois. Et Berne

devra tenir compte de ces développements dans la RIE III.

Réviseurs au front

Du côté des entreprises, on se mobilise bien davantage. En plus du Groupement des entreprises multinationales (GEM), qui a convié les médias en début de semaine, les professionnels de la fiscalité se sont aussi fortement manifestés. Le réviseur KMPG, flanqué de la Chambre de commerce Suisse-Etats-Unis, de l'USAM et d'economiesuisse - des poids lourds du



Hauptausgabe

24 Heures
1001 Lausanne
021/349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 31'421
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 272.003
Abo-Nr.: 272003
Seite: 15
Fläche: 32'083 mm²

lobbyisme en Suisse - avait dévoilé jeudi passé les résultats d'un sondage choc. Sur les 700 entreprises interrogées, seulement un quart a établi un nouveau centre de recherche et développement (R&D) en Suisse. Et les trois quarts estiment que les allègements fiscaux sont des critères clés pour choisir l'emplacement de telles activités.

Hier, un autre réviseur de la place, Ernst & Young, a de nouveau enfoncé le clou sur l'importance des *patent box*, ces allègements fiscaux applicables dans le futur soit aux charges, soit aux bénéfices liés aux activités R & D des entreprises. Ils sont prévus

dans la 3e réforme de l'imposition des entreprises pour remplacer la perte d'attractivité qu'occasionnera la disparition des impôts très faibles dont jouissent les sociétés holding, de domicile et mixtes.

Protectionnisme forcé

Mais le problème, soulignent autant KPMG qu'Ernst & Young, c'est que ces *patent box* - considérées comme la panacée par Berne - ne sont en fait plus aussi intéressantes pour les entreprises. Le compromis prévu par l'OCDE, dont la Suisse est membre, et l'Union européenne, aura pour conséquence l'introduction «d'une forme de protection-

nisme», a indiqué Ernst & Young.

Pour pouvoir profiter pleinement des *patent box*, ce sera le niveau de dépenses de R&D réellement à la charge de l'entreprise qui sera pertinent. Comme les entreprises disséminent souvent ces activités dans plusieurs pays, ces nouvelles prescriptions auront l'effet inverse, et tendront à les concentrer, souvent au siège des entreprises. Le risque est alors grand que les *patent box* arrivent moins bien que prévu à maintenir - mieux encore, à attirer - les multinationales étrangères et leurs activités R&D en Suisse.